

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIERS, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

Dénomination de la société : _____

Nom de la personne ressource: _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel: _____

Attestation

J'ai connaissance de l'information fournie dans le présent questionnaire d'évaluation, laquelle donne une image fidèle des politiques par la société à la date de signature du présent questionnaire.

Signature du dirigeant:

Date: _____

Nom du dirigeant: _____
(en caractères d'imprimerie)

Titre: _____

Vous pouvez le cas échéant, demander que la confidentialité de l'information commerciale ou financière fournie dans une réponse soit préservée.

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon 1 les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires.

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES RELATIONS AVEC LES COURTIERS, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES

Le Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance a élaboré ce questionnaire d'évaluation des pratiques commerciales en vue d'obtenir des assureurs de l'information sur leurs relations avec les courtiers, agents et autres intermédiaires au Canada.

Dans un souci d'efficacité, les organismes de réglementation du Québec et de l'Ontario se sont entendus avec les autres organismes pour demander le questionnaire au nom de l'ensemble des organismes de réglementation canadiens. C'est ainsi que l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) requiert que les assureurs à charte québécoise et les assureurs d'autres chartes qui sont domiciliés au Québec, lui fournissent directement les réponses au questionnaire alors que la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) gère l'envoi des questionnaires et les réponses qui seront fournies par les autres assureurs faisant affaire au Canada. **L'Autorité et la CSFO partageront ensuite l'information pertinente avec les organismes de réglementation concernés.**

Les organismes de réglementation requièrent l'information contenue dans ce questionnaire en vertu des dispositions législatives applicables dans leur province et territoire respectif ; ces dispositions sont indiquées à la page 4. Plus particulièrement, l'Autorité exige cette information en vertu de son pouvoir d'inspection. Le présent questionnaire **doit** être rempli et remis à l'Autorité **au plus tard le 22 novembre 2004.**

Les assureurs sont tenus de remplir le questionnaire. Il vise à recueillir des renseignements sur les pratiques en vigueur à la date à laquelle il est signé, et non sur les pratiques antérieures, sauf dans les cas de transactions non encore réglées. Les réponses doivent porter sur les activités dans l'ensemble du pays. Les réponses qui diffèrent selon les provinces et les territoires ou entre les catégories d'assurances des particuliers et les catégories commerciales doivent être expliquées.

La première étape de l'analyse consiste à acquérir une compréhension globale de l'environnement et des contrôles relatifs à la rémunération des intermédiaires, des liens financiers entre ces derniers et les assureurs, ainsi que des pratiques en matière de soumissions. Une fois les réponses reçues, les résultats seront analysés et les éléments clés, circonscrits pour analyse approfondie éventuelle.

Les organismes de réglementation sont conscients du caractère sensible et confidentiel des renseignements fournis par les assureurs. Cette information sera donc traitée de façon confidentielle conformément à la législation en vigueur et spécifique à chaque province et territoire.

Il est possible de remplir un seul questionnaire lorsque les réponses s'appliquent à toutes les sociétés d'un même groupe, pour autant que la dénomination de chacune de ces sociétés soit précisée.

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires.

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES RELATIONS AVEC LES COURTIERS, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES

Veillez retirer des spécimens de documents à fournir les renseignements nominatifs sur les intermédiaires concernés, et faire renvoi aux documents ou aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires.

Le terme « société » s'entend de la société qui est tenue de remplir le questionnaire..

Le terme « intermédiaire » s'entend de toute personne (physique ou morale) vendant des polices d'assurance de la société et exclut les personnes physiques qui ne s'occupent que du traitement des transactions.

Le terme “personnes liées” s'entend de toute personne qui détient au total plus de 10 % des actions avec droit de vote d'une autre personne ou qui peut exercer, directement ou indirectement, une emprise, un contrôle conjoint ou une influence importante sur celle-ci. Deux personnes sont reliées si elles font l'objet d'un contrôle commun ou conjoint. Le terme englobe également les dirigeants et les membres de leur famille immédiate.

Pour tout renseignement complémentaire sur le questionnaire, veuillez vous adresser aux personnes suivantes:

Jean Côté, par téléphone au (418) 525-0558 ext..4571 ou par courriel à jean.cote@lautorite.qc.ca, ou Denis Poulin, par téléphone au (418) 252-0558 ext.4587 ou par courriel à denis.poulin@lautorite.qc.ca

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires. 3

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIERS, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

**Annexe
POUVOIR DE COLLECTE D'INFORMATION PAR LES ORGANISMES DE
RÉGLEMENTATION**

L'exposé complet des pouvoirs conférés par la loi aux organismes de réglementation en vue de la collecte d'information dépasse l'objet de la présente annexe. Le tableau ci-dessous indique les principales dispositions législatives autorisant la collecte d'information par territoire.

Territoire	Loi	Disposition
Canada	<i>Loi sur les sociétés d'assurances</i> , L.C. 1991, c. 47	art. 664
Ontario	<i>Loi sur les assurances</i> , L.R.O. 1990, c. I.8	art. 31
Alberta	<i>Insurance Act</i> , R.S.A. 2000, c. I-3	s. 50, s. 755, s 758
Colombie-Britannique	<i>Financial Institutions Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 14	s. 213
Manitoba	<i>Loi sur les assurances</i> , C.P.L.M. 2004, c. I-40	art. 17
Nouveau Brunswick	<i>Loi sur les assurances</i> , L.R.N.-B. 1973, c. I-12	art. 15
Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Insurance Companies Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. I-10	s. 75
Territoires du Nord-Ouest	<i>Insurance Act</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. I-4	s. 263
Nunavut	<i>Insurance Act</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. I-4	s. 263
Nouvelle-Écosse	<i>Insurance Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 231	s. 5
Île-du-Prince-Édouard	<i>Insurance Act</i> , R.S.P.E.I. 1974, c. I-15	s. 15
Québec	<i>Loi sur les assurances</i> , L.R.Q., c. A-32 <i>Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier</i> , L.R.Q. c. A-7.03	art. 10(3) et 317 art. 9 et 10
Saskatchewan	<i>The Saskatchewan Insurance Act</i> , S.S. 1978, c. S-26	s. 15
Yukon	<i>Insurance Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 119	s. 14

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux 4 commentaires.

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIERS, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
A	PERMIS				
1	<p data-bbox="272 465 1370 499">Cocher la case vis-à-vis des territoires où la société est autorisée à exercer des activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="272 539 459 573"><input type="checkbox"/> Alberta <li data-bbox="272 577 647 611"><input type="checkbox"/> Colombie-Britannique <li data-bbox="272 616 647 649"><input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard <li data-bbox="272 654 488 687"><input type="checkbox"/> Manitoba <li data-bbox="272 692 628 725"><input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick <li data-bbox="272 730 580 763"><input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse <li data-bbox="272 768 475 801"><input type="checkbox"/> Nunavut <li data-bbox="272 806 459 840"><input type="checkbox"/> Ontario <li data-bbox="272 844 459 878"><input type="checkbox"/> Quebec <li data-bbox="272 882 544 916"><input type="checkbox"/> Saskatchewan <li data-bbox="272 920 687 954"><input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador <li data-bbox="272 958 608 992"><input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest <li data-bbox="272 996 448 1030"><input type="checkbox"/> Yukon 				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires. 5

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
B.	RÉSEAUX DE DISTRIBUTION				
1	<p>Réseaux utilisés – cocher les cases pertinentes.</p> <p align="right">% approximatif des <u>Primes directes souscrites</u></p> <p><input type="checkbox"/> Activités directes (p. ex., Internet, courrier)</p> <p><input type="checkbox"/> Courtiers</p> <p><input type="checkbox"/> Agents</p> <p><input type="checkbox"/> Personnel salarié ou à commission</p> <p><input type="checkbox"/> Gestionnaires de courtage d'assurance « MGA's »</p>				
2	<p>Dans le cas où l'assureur a recours à des courtiers.:</p> <p>Comme mesure de la concentration, indiquer le pourcentage des primes directes souscrites par province ou territoire des dix courtiers les plus importants.</p> <p align="right">% approximatif des <u>Primes directes souscrites</u></p> <p><input type="checkbox"/> Alberta _____</p> <p><input type="checkbox"/> Colombie-Britannique _____</p> <p><input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard _____</p> <p><input type="checkbox"/> Manitoba _____</p> <p><input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick _____</p> <p><input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse _____</p> <p><input type="checkbox"/> Nunavut _____</p> <p><input type="checkbox"/> Ontario _____</p> <p><input type="checkbox"/> Quebec _____</p> <p><input type="checkbox"/> Saskatchewan _____</p> <p><input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador _____</p> <p><input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest _____</p> <p><input type="checkbox"/> Yukon _____</p>				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires. 6

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
C	CONTRATS				
1	<p>La société utilise-t-elle des contrats types pour les agents et courtiers (intermédiaires)?</p> <p>Dans l'affirmative, fournir un exemplaire représentatif et une description des clauses susceptibles de différer de celles du contrat type.</p> <p>Dans la négative, fournir un exemplaire des contrats conclus entre la société et les dix courtiers les plus importants.</p>				
2	<p>Les contrats conclus par la société stipulent-ils que les ventes des intermédiaires doivent être composées dans une proportion déterminée de produits de la société?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				
3	<p>Le barème de rémunération varie-t-il en fonction du volume des ventes?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				
4	<p>La rémunération relative aux transferts de portefeuilles effectués par les courtiers est-elle calculée directement de façon à indemniser le courtier des frais supplémentaires engagés? (Autrement dit, existe-t-il un incitatif aux transferts de portefeuilles?)</p> <p>Fournir des précisions au sujet des arrangements sur la rémunération relative aux transferts de portefeuilles.</p>				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires. 7

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
5	<p>La société confie-t-elle certaines fonctions en impartition à des intermédiaires (par exemple, les souscriptions, le règlement des sinistres)?</p> <p>Dans l'affirmative, fournir des précisions sur le mode de rémunération des intermédiaires pour ces services.</p>				
6	<p>La société a-t-elle conclu des « contrats de commercialisation »? Les contrats de commercialisation procurent aux intermédiaires une rémunération additionnelle pour les services rendus qui n'est pas calculée directement en fonction des frais engagés (sous la forme d'un taux de commission, par exemple).</p> <p>Dans l'affirmative, fournir le détail de ces contrats.</p>				
7	<p>La société prévoit-elle dans ses contrats une clause de « premier refus » stipulant qu'elle a la possibilité ou le droit de refuser ou d'accepter la proposition avant les autres ?</p> <p>Dans l'affirmative fournir le détail de ces clauses.</p>				
8	<p>La société effectue-t-elle certaines fonctions pour des intermédiaires qui ne sont habituellement pas effectuées par les assureurs (par exemple, facturation directe, etc.)?</p> <p>Dans l'affirmative, fournir des précisions.</p>				
D	RÉMUNÉRATION				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires. 8

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIERS, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
	<p>Cette question inclut tous les types de rémunération versée aux intermédiaires, y compris les sommes payées directement au personnel ou aux courtiers au service de l'intermédiaire.</p> <p>Cocher toutes les cases pertinentes et fournir le détail de ces arrangements.</p> <p><u>Type de rémunération</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Commissions <input type="checkbox"/> Commissions indirectes (« overrides ») <input type="checkbox"/> Commissions conditionnelles <input type="checkbox"/> Bonis <input type="checkbox"/> Participation aux bénéfices <input type="checkbox"/> Contrats de commercialisation (« market service agreements ») <input type="checkbox"/> Publicité <input type="checkbox"/> Comptes de dépenses <input type="checkbox"/> Avantages en nature <input type="checkbox"/> Programmes d'encouragement à la vente <input type="checkbox"/> Facturation directe ou envoi direct du contrat d'assurance <input type="checkbox"/> Autre rémunération 				
1	<p>COMMISSION</p> <p>La société dispose-t-elle d'un barème de commissions standard?</p> <p>Dans l'affirmative, en fournir le détail ainsi qu'une description de tout écart par rapport à ce barème.</p>				

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
2	<p>a) La société verse-t-elle aux intermédiaires des commissions sur le bénéfice réalisé?</p> <p>b) La société verse-t-elle des commissions conditionnelles qui ne sont pas fondées sur la réalisation d'un bénéfice?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p> <p>c) Les taux de commission contractuels varient-ils selon les incitatifs suivants?</p> <p>Cocher toutes les cases pertinentes.</p> <p><input type="checkbox"/> volume</p> <p><input type="checkbox"/> bénéfice</p> <p><input type="checkbox"/> croissance</p> <p><input type="checkbox"/> conservation de la clientèle</p> <p><input type="checkbox"/> autres</p> <p>Fournir des exemplaires des contrats, y compris les formules et les clauses susceptibles de varier.</p>				
3	<p>Les intermédiaires exigent-ils de la société une couverture d'assurance (par exemple, une assurance erreurs et omissions, une assurance responsabilité, une assurance commerciale, etc.) en retour de la vente de ses produits?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				
4	<p>La société communique-t-elle le montant de la rémunération, le barème de rémunération ou le mode de paiement des intermédiaires aux proposant?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires. 10

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
E	<p>AUTRES ARRANGEMENTS FINANCIERS</p>				
1	<p>La société, les dirigeants de la société ou une personne liée, sont-ils propriétaires d'actions ordinaires ou privilégiées d'un intermédiaire ou d'une société de portefeuille d'un intermédiaire?</p> <p>Dans l'affirmative, fournir la liste des agents et courtiers dans lesquels elle détient une participation et le pourcentage des actions détenues.</p>				
2	<p>a) La société a-t-elle consenti des prêts à des intermédiaires, ou à des personnes physiques qui sont des courtiers ou agents au service d'un intermédiaire ou propriétaires d'un intermédiaire?</p> <p>b) Dans l'affirmative, ces intermédiaires ou ces personnes physiques sont-ils tenus de générer un volume d'affaires déterminé pour la société?</p> <p>c) Dans l'affirmative, décrire l'objet de ces prêts, et donner la liste de tous les intermédiaires ayant contracté un prêt supérieur à 50 000 \$.</p> <p>d) La société consent-elle des prêts aux courtiers selon un contrat type ? Dans l'affirmative, fournir un exemple et une description des clauses susceptibles de différer du contrat type. Dans la négative, fournir un exemplaire des dix principaux contrats de prêt conclu avec les intermédiaires.</p>				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires.

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
3	<p>Certains intermédiaires (y compris les administrateurs et dirigeants) détiennent-ils une participation dans la société ou dans une société du même groupe? (Il n'est pas obligatoire d'indiquer les placements dans des actions ou d'autres titres d'une société dont les titres sont cotés en Bourse ou de leurs sociétés de portefeuille à moins que la société soit au courant de ces placements et qu'ils représentent au total plus de 10 p. cent du capital de la société en question.)</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				
4	<p>Certains administrateurs ou cadres dirigeants d'un intermédiaire sont-ils également administrateurs ou cadres dirigeants de la société (y compris les sociétés du même groupe), ou l'inverse?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				
5	<p>Certains arrangements financiers conclus avec les intermédiaires ont-ils pour effet de les placer dans un rapport de dépendance financière, en ce sens que la cessation de l'arrangement pourrait se traduire par la fin de leurs activités?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				
6	<p>Existe-t-il d'autres arrangements financiers non mentionnés ailleurs, y compris des transactions avec le courtier ou son personnel plutôt qu'avec le cabinet de courtage, ou avec une personne reliée?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires.

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
F	SOUMISSIONS				
1	Décrire les pratiques de la société en matière de soumissions.				
2	<p>La société a-t-elle instauré des politiques faisant en sorte qu'aucune soumission non conforme à ses normes de souscription ne soit fournie (p. ex., participation au trucage des soumissions)?</p> <p>Par soumission non conforme, on entend, par exemple, les soumissions dissuasives ou les soumissions relatives à un risque que la société n'assure pas ou ne souhaite pas assurer.</p> <p>Dans l'affirmative, décrire les procédures de contrôle.</p>				
3	<p>La société applique-t-elle des normes de souscription ou des méthodes de calcul des primes différentes selon les intermédiaires ? (par exemple, escompte sur taux standards, etc.) ?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				
G	ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE PROCÉDURES				
1	<p>a) Existe-t-il des politiques et procédures écrites régissant la rémunération des intermédiaires?</p> <p>b) Dans l'affirmative, les politiques comportent-elles des directives quant au type de rémunération que doit verser l'assureur?</p>				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux commentaires. 13

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
2	<p>Ces politiques ont-elle été approuvées?</p> <p>Dans l'affirmative, cocher le plus haut niveau d'approbation obtenu.</p> <p><input type="checkbox"/> Haute direction <input type="checkbox"/> Comité <input type="checkbox"/> Conseil d'administration <input type="checkbox"/> Autre (préciser)</p>				
H	CONTENU DES POLITIQUES				
1	<p>Les politiques prévoient-elles un environnement de contrôle faisant en sorte que la société et sa haute direction soient au courant de toutes les relations existant entre les intermédiaires et le personnel (c.-à-d. que toute entente spéciale conclue avec des intermédiaires soit connue de la haute direction)?</p>				
2	<p>Les politiques énoncent-elles un processus de surveillance grâce auquel la société est au courant de la totalité de la rémunération versée aux intermédiaires et des arrangements financiers conclus avec eux?</p>				
3	<p>La société dispose-t-elle un code de déontologie visant expressément les conflits d'intérêts?</p> <p>Dans l'affirmative, préciser.</p>				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux 14 commentaires.

**QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES COMMERCIALES
RELATIONS AVEC LES COURTIER, AGENTS ET AUTRES INTERMÉDIAIRES**

N°	Question	Oui	Non	s.o.	Commentaires
I	SURVEILLANCE ET RAPPORT À LA DIRECTION				
1	Existe-t-il un mécanisme de surveillance visant à assurer le respect des politiques? Dans l'affirmative, qui est responsable de son application? Fonction _____				
2	Les constatations font-elles l'objet de rapports? Dans l'affirmative, à qui sont-ils adressés? Indiquer le niveau le plus élevé auquel ils sont adressés en cochant la case appropriée. <input type="checkbox"/> Haute direction <input type="checkbox"/> Comité <input type="checkbox"/> Conseil d'administration <input type="checkbox"/> Autre (préciser)				
J	COMMENTAIRES				
1	La société envisage-t-elle d'apporter des changements importants aux politiques ou pratiques relatives à certains aspects abordés dans ce questionnaire? Dans l'affirmative, les décrire brièvement.				

N'oubliez pas de faire ressortir les différences entre les catégories d'assurances des particuliers et commerciales et selon les juridictions. Veuillez faire renvoi aux documents et aux commentaires dans la partie du questionnaire réservée aux 15 commentaires.